

Juillet 2024



ADC anime un réseau multi-acteurs pour accroître la demande des contraceptifs, combattre les VBG et les grossesses précoces en milieu scolaire dans la commune rurale de Banié, région de Nzérékoré en Guinée.

Meilleure Pratique ADC - Subvention Dambe Funds Sahel

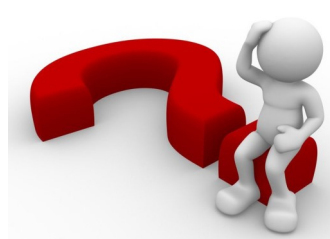
Aperçu

- ◆ Contexte de l'activité
- ◆ Objectifs de l'activité
- ◆ Pertinence de l'activité
- ◆ Description détaillée de l'activité
- ◆ Résultats et bénéfices
- ◆ Indicateurs de performance
- ◆ Leçons apprises
- ◆ Conseils d'implémentation
- ◆ Références et sources



Contexte de l'activité

La commune rurale de Banié manquait d'initiative collective locale pour lutter contre les entraves à la santé sexuelle et reproductive. Les actions qui étaient entreprises pour mener ce combat reposait sur l'intervention de l'État à travers ses commis et de quelques prestataires externes à travers des projets et programmes financés par des partenaires au développement. Les interventions développées manquaient d'approche communautaire pour mieux valoriser l'appropriation des pratiques/enseignements véhiculés sur le DSSR dans la communauté de Banié. Elles étaient assujetties à un déficit de concertation et d'engagement communautaire.



Dès lors, il se posait à la commune rurale de Banié un sérieux problème de manque d'efficacité et de pérennisation des acquis

des interventions susmentionnées. D'où la nécessité de mettre en place et outiller un réseau composé d'acteurs locaux pour mener au quotidien des actions de riposte contre les entraves à la santé sexuelle et reproductive qui caractérisent la communauté de Banié.

Objectifs de l'activité

L'objectif général assigné à l'activité de mise en place d'un réseau multi-acteurs pour lutter contre les entraves à la santé sexuelle et reproductive dans la commune rurale de Banié est de fédérer les interventions afin de réduire l'incidence de ces pratiques sur la communauté.

Pour atteindre cet objectif général, l'activité envisage :

- ♦ Identifier des organisations locales devant fédérer le réseau sur la base des critères d'ancrage et d'engagement communautaire ;
- ♦ Mettre ensemble les organisations identifiées autour d'une vision de promotion du droit à la santé sexuelle et reproductive au niveau de leur communauté
- ♦ Renforcer les capacités des organisations identifiées sur des thématiques en lien avec la santé sexuelle et reproductive ;
- ♦ Amener les organisations renforcées à entreprendre des activités de sensibilisation de la population de leur territoire en faveur du DSSR ;
- ♦ Assurer leur mise en relation du réseau avec les autorités locales et les services techniques de proximité intervenant sur les questions de DSSR.



Pertinence de l'activité

La mise en place et l'opérationnalisation d'un réseau communautaire qui lutte contre les pratiques néfastes au DSSR dans la commune rurale de Banié est un soutien à la politique de l'État guinéen en matière de SSR. Son initiation est l'œuvre d'un consensus qui a mobilisé tous les acteurs locaux.

Pour intervenir sur le terrain, le réseau s'est doté d'un plan d'action dont les priorités sont tirées des constats alarmants de l'autodiagnostic réalisé en début projet sur les entraves à la santé sexuelle et reproductive.

Aujourd'hui, dans la communauté de Banié, le réseau couvre tout le territoire et entreprend des collaborations directes avec les autorités locales, les services techniques compétents de l'État au niveau communal et préfectoral. Il développe des ac-

tions de plaidoyer à l'échelle communautaire et communal qui consistent à porter les voix et les expériences des populations vulnérables. Ce plaidoyer passe par la mobilisation des élus et des alliés non traditionnels pour la cause du DSSR. Ce plaidoyer offre aussi l'opportunité d'inscrire parmi les priorités du plan de développement local de la commune rurale de Banié, des activités qui concourent à l'éradication des entraves au DSSR dans la localité.

Sur ce point précis, le conseil communal de Banié a été acquis à la cause et a fait une délibération pour la prise en compte et l'application des recommandations du rapport de l'autodiagnostic dans le plan de développement local.

Il est évident qu'aujourd'hui, les principaux bénéficiaires directs des actions du réseau

sont les jeunes filles et les femmes en situation difficile. C'est autant dire que ce réseau apporte une réponse convenable à la protection des personnes qui présentent une certaine vulnérabilité mais aussi pour celles démunies face au DSSR.

Au titre des illustrations, rappelons que les membres de ce réseau organisent des groupes de parole qui contribuent à renforcer psychologiquement et intégrer socialement des femmes victimes au sein de la communauté.

Le réseau entreprend également des actions spécifiques en faveur de l'épanouissement des enfants en milieu scolaire et dans les ménages à travers des séries de sensibilisation et des caravanes de non-violence à l'égard de ces groupes vulnérables.

Description détaillée de l'activité

L'activité de mise en place du réseau multi-acteurs de lutte contre les entraves à la santé sexuelle et reproductive dans la commune rurale de Banié est une mesure endogène pour apporter une réponse rapide et efficace aux multiples facteurs qui encouragent la recrudescence de ces mauvaises pratiques. Elle découle d'une initiative collective suite aux constats posés par l'autodiagnostic réalisé par le projet sur les causes profondes des pratiques néfastes à la santé sexuelle et reproductive dans la communauté de Banié.

Pour sa mise en place, le processus a démarré par une identification de 7 groupements essentiellement composés de jeunes et de femmes sur la base de critères fondés sur l'ancrage et l'engagement de participation aux activités d'intérêt communautaire. Cette phase a connu la mobilisation et l'implication des élus locaux des 7 districts que compose la commune rurale de Banié sous la facilitation des animateurs du projet. Ainsi, dans chaque district, le choix du groupement retenu a privilégié l'avis de la communauté. Après cette phase d'identification, les membres de ces groupe-

té pour la prise en charge rapide des cas graves, l'enclavement des villages qui entrave la mobilité des prestataires de l'État engagés dans la localité pour la cause, l'insuffisance du personnel de lutte, la mauvaise information de la population sur l'enjeu en objet de mise en place du réseau.

Au titre des exemples concrets de cas d'abus sexuel grave survenu dans la communauté, le maire de la commune rurale de Banié et le chargé de la protection de la direction préfectorale de l'action sociale de Yomou ont partagé les informations sur le viol d'une petite fille ayant entraîné sa mort dans le secteur de Gangamou relevant du district de Yowa à la veille du lancement des activités du projet dans la communauté. Ce viol perpétré par un homme âgé d'une cinquantaine, a connu des manquements dans sa gestion depuis sa commission jusqu'à l'admission de la victime au centre médical de Zao où elle a succombé les jours suivants. Pour l'autorité, si un tel réseau existait et opérationnel dans la commune rurale de Banié, ça permettrait de mieux prévenir et gérer les cas tout en évitant le pire. D'abord,



ments ont bénéficié des formations thématiques dont entre autres : les violences basées sur le genre et les textes juridiques à la matière, les techniques de communication pour le changement de comportement. Ils ont été dotés d'outils de rapportage et orientés sur leurs méthodes de remplissage. Suite à ce renforcement de capacité, une réunion de mise en place du réseau a été organisée sous la présidence de l'autorité communale et de la direction préfectorale de l'action sociale, de la promotion féminine et des personnes vulnérables de Yomou. Les arguments qui ont prévalu la mise en place du réseau ont été tirés dans le rapport de l'autodiagnostic réalisé en début de projet auprès de la population de Banié mais aussi des interventions de l'autorité et des services techniques. On retient de ces arguments, la recrudescence des abus sexuelle impunis avec des conséquences graves sur la vie des filles de moins de 15 ans, la faible représentativité des services de lutte dans la communau-

il est dissuasif et protecteur ont-elles ajouté.

A l'issue de ces différentes communications, le réseau a été mis en place avec une équipe de coordination tenant compte de l'équité genre. Une mise en relation a été faite entre le réseau, les autorités communales et la direction préfectorale de l'action sociale, de la promotion féminine et des personnes vulnérables de Yomou. Ceci a abouti à des orientations stratégiques du réseau sur leur intervention qui consiste à prévenir par la sensibilisation, à alerter, à dénoncer les auteurs, à orienter les victimes dans l'esprit de la loi. Le réseau a été étendu au syndicat des taxis motos et aux associations des parents d'élèves et amis de l'école de la commune rurale de Banié. Un accord de partenariat indiquant les rôles et responsabilités de chacun dans le réseau a été établi à cet effet. Suite à cet accord, le réseau s'est doté d'un plan d'action trimestriel qui intègre l'organisation des caravanes et des sensibilisations.

Résultats et bénéfices

La mise en place du réseau de lutte contre les entraves à la santé sexuelle et reproductive dans la commune rurale de Banié a permis d'institutionnaliser dans la zone un mécanisme local de veille contre toute pratique inconvenable au droit à la santé sexuelle et reproductive. L'autonomie d'assurer une couverture totale en termes d'actions continues de prévention, de gestion et de référencement des victimes d'entraves à la santé sexuelle et reproductive par les acteurs locaux s'installe progressivement dans les habitudes. Aujourd'hui, les activités de sensibili-

fications, où on enregistre des échanges entre mères et filles. Ils prônent également l'insertion sociale des personnes victimes. La confrérie des exciseuses de la localité s'est jusqu'ici abstenue d'exercer une activité depuis la signature de l'accord avec le projet. Cette mesure a permis aujourd'hui de d'outrepasser certaines barrières socioculturelles qui entravent l'épanouissement des enfants et des adolescents dans la communauté de Banié. Les effets immédiats induits par l'activité du réseau dans la communauté sont les sui-



sation et d'éducation sexuelle développées par les structures affiliées au réseau dans les villages de leur essor ont contribué à l'accès de la population aux bonnes informations en lien avec la santé sexuelle et reproductive.

Les résultats palpables obtenus en date grâce à l'application de cette meilleure pratique s'illustrent sur le plan social, sanitaire et économique. Ainsi :

- ♦ **Sur le plan social,** la pratique a contribué à instaurer un dialogue communautaire sur la santé sexualité et reproductive à la place publique. Les membres du réseau représentés par les groupements et les associations des parents d'élèves et amis de l'école et les encadreurs des établissements scolaires de la communauté de Banié développent une synergie d'actions en ouvrant dans les emplois de temps des élèves des classes de 5eme et 6eme année du primaire pour passer des messages de sensibilisation sur la sexualité. Cette pratique a aussi déménage dans les
- vants: la réduction de la mauvaise interprétation autour de l'utilisation des intrants de contraception, la réduction des cas de viol et des grossesses précoces, la réduction de la stigmatisation des personnes victimes.
- ♦ **Sur le plan sanitaire,** la consommation des intrants contraceptifs sous les conseils d'un agent de santé est passée à la hausse dans la communauté de Banié de même que les usagers des services de consultation prénatale des structures sanitaires de la place. Ce changement positif de comportement en faveur de la santé sexuelle et reproductive a réduit les complications dans les accouchements, les cas de grossesse non désirée, la transmission des maladies par voie sexuelle.
- ♦ **Sur le plan économique,** on assiste à un allègement des charges de santé des ménages à travers la promotion des bonnes pratiques de santé sexuelle et reproductive.

Indicateurs de performance

Voici quelques indicateurs de performance qui démontrent l'efficacité de la mise en place du réseau communautaire multi-acteurs de lutte contre les entraves à la santé sexuelle et reproductive dans la commune rurale de Banié. Ces indicateurs dressent la situation qui a prévalu 1 an avant la mise en place du réseau et la situation actuelle.



- ♦ Nombre d'organisations communautaires de base de Banié engagées dans la lutte contre les entraves à la santé sexuelle et reproductive (Référence : 0; Valeur actuelle : 15). **Moyens de vérification : Rapports d'activité du projet, accords de collaboration, enquête.**
- ♦ Nombre de cas d'abus sexuel grave enregistrés dans la communauté de Banié depuis la mise en place du réseau (référence : 8 cas enregistrés 2 mois avant le projet; Valeur actuelle : 0 cas depuis le démarrage du projet). **Moyens de vérification : Direction préfectorale de l'action sociale, de la promotion féminine et des personnes vulnérables de Yomou.**
- ♦ Nombre de jeunes filles de l'école primaire ayant contracté une grossesse précoce dans la commune rurale de Banié (Référence : 11 cas l'année scolaire qui a précédé le projet; Valeur actuelle : 02). **Moyens de vérification : Rapports du délégué scolaire de l'enseignement élémentaire de Banié)**
- ♦ Nombre d'accord de collaboration conclu avec les alliés non traditionnels en matière de DSSR dans la communauté de Banié (Référence : 0; Valeur actuelle : 7). **Moyens de vérification : Copies des accords.**
- ♦ Nombre d'élus locaux qui participent aux activités du réseau (Référence : 0; valeur actuelle : 07);
- ♦ Taux de consommation des intrants contraceptifs au niveau du



Leçons apprises

Témoignage d'une exciseuse de Banié

« Depuis que j'ai été intronisé à ce poste, j'ai toujours évité de répondre aux invitations des autorités et de personnes inconnues car je me fais toujours une idée de prison derrière ça car on apprend toujours que notre pratique est interdite par la loi. C'est pour cette raison que, quand les agents du projet sont venus pour nous sensibiliser dans le village sur la santé sexuelle et reproductive et pour la collaboration, j'ai, dans un

premier temps envoyé un éclaireur au lieu du rassemblement pour voir s'ils ne sont pas venus avec des gendarmes. Mais au fur du temps, j'ai pris le goût des rencontres de ce projet et je suis plus ou moins en paix avec moi-même. Je participe aisément aux différentes rencontres organisées par le projet et je donne mon point de vue. J'ai éliminé en moi cette peur et je suis maintenant dans la dynamique de répondre à toute invitation qui m'est adressée de la part des autorités »

Au titre des principales leçons apprises lors de la mise en place et de l'opérationnalisation du réseau communautaire de lutte contre les pratiques qui vont à l'encontre du DSSR a Banié, il est important de retenir ce qui suit :

- ♦ Dans un environnement où une intervention d'un projet aborde un sujet/problématique dont des pratiques coutumières du milieu sont directement ou indirectement indexés dans le sens de la négation, l'approche communautaire est la mieux adaptée pour inverser la tendance. Le projet a entretenu cette approche pour atteindre les résultats assignés à ces activités dans la communauté de Banié.
- ♦ En Guinée forestière, zone d'intervention de notre projet, l'application de la loi contre la pratique coutumière qui est l'excision ne sera effective que si le dialogue est privilégié entre les pouvoirs

d'Etat et la confrérie des exciseuses au détriment des mesures répressives adoptées dans le code pénal. Lors des sensibilisations communautaires sur les pratiques coutumières qui entravent l'épanouissement



sexuel et reproductif de la jeune fille, cette leçon nous a amené à orienter beaucoup plus les communications sur les risques/conséquences sanitaires en lieu et place des sanctions du code pénal. Cette communication va être maintenue pour la suite des activités de sen-

sibilisation communautaire du projet.

♦ A l'exception de celles coutumières, plus les acteurs d'alerte sur les abus sexuels perpétrés contre les jeunes filles sont proches de la communauté, plus la vigilance est de mise et les intentions de les commettre baissent. Le projet va encourager cette mesure en renforçant l'opérationnalisation du réseau mis en place dans la communauté de Banié.

♦ Lorsque la parole est donnée aux acteurs d'un même territoire qui ont une divergence de points de vue sur la DSSR, cela permet d'élaborer des messages bien appropriés pour mieux faire le rapprochement. Cette leçon sera utilisée par le projet pendant les rencontres d'échange avec les communautés à l'effet d'anticiper sur des probables campagnes de désinformation.

Leçons apprises (suite)

- ◆ Lorsque l'entrave à la DSSR résulte d'une pratique coutumière, il faut soutenir la sensibilisation par des conséquences néfastes vécues. Cette leçon va être un principe sacrosaint pour toutes les équipes de sensibilisation du projet quel qu'en soit la cible.
- ◆ Dans une communauté rurale confrontée à une crise entre les services de santé et la population en matière de SSR, une formation organisée à l'intention des membres du réseau doit impliquer les prestataires de service de santé de la localité et les leaders communau-
- ◆ Dans les communautés du projet, on ne fait pas de discernement entre une communication qui doit conduire à un changement de comportement et toutes les autres formes de communication. Un accent sera mis sur cet aspect dans

- ◆ La mise ensemble des acteurs ayant des perceptions différentes sur la DSSR nécessite l'adoption d'une communication qui n'apprécie pas la pratique d'un groupe par rapport à un autre groupe. Il faut plutôt axer la sensibilisation sur les conséquences des pratiques néfastes à la santé sexuelle et reproductive pour que chaque acteur se mire dans le message pour faire une prise de conscience. Cette leçon caractérisera également les séances de sensibilisation de masse qui seront organisées jusqu'à la fin du projet.



taires pour encourager des débats contradictoires en rapport avec les réalités de la localité afin de restaurer la confiance. C'est pourquoi, à l'occasion de toutes les formations à l'actif des membres du réseau, les prestataires des services de santé et les leaders communautaires sont conviés

toutes les communications du réseau à l'endroit de la communauté.

- ◆ Dans les communautés rurales, la motivation d'une organisation communautaire de base à intervenir sur les questions de santé sexuelle et reproductive doit être déclenché par un dynamique extérieur

pour faire de l'impact. L'identification de l'organisation doit reposer sur son engagement et son dynamisme. Cette leçon doit caractériser l'étape du choix des organisations qui vont appartenir au réseau en tenant compte de l'occupation de la zone d'intervention.

Conseils d'implémentation

- ♦ Pour son efficacité, la meilleure pratique décrite ici doit rester purement communautaire.



- ♦ Son implémentation est plus idéale dans les communautés rurales enclavées dont les prestations des services de l'État en matière de DSSR et de ses partenaires sont très limités.
- ♦ Elle n'est pas adaptée aux milieux urbains qui connaissent une panoplie d'acteurs et d'interventions de l'État et des organisations de défense sur le DSSR car le problème de leadership pourrait s'imposer ce qui rendra son opérationnalisation éphémère.
- ♦ De même, cette meilleure pratique doit être évitée dans des communautés où l'extrémisme religieux est prédominant ou caractérisées hautement par la coexistence des religions monothéistes qui se rivalisent.
- ♦ Il convient également pour l'initiateur du projet de bien connaître la communauté et d'avoir un ancrage.
- ♦ Pour réussir ce type de pratique dans un milieu dont la majorité de la

population est beaucoup rattachée à ses coutumes et mœurs, des concertations et des sensibilisations des acteurs du territoire à priori les détenteurs des pouvoirs coutumiers doivent être anticipés à l'effet de restaurer la confiance.

- ♦ Dans un contexte où, la loi à l'endroit des auteurs des pratiques coutumières néfastes à la santé sexuelle et reproductive peine à s'appliquer, les actions entreprises dans ce sens doivent être focalisées sur les conséquences sanitaires de la pratique coutumière indexée.
- ♦ Les entretiens doivent être conduits soigneusement pour ne pas laisser le doute s'installer.
- ♦ Pour notre cas, l'excision demeure l'entrave qu'il faille traiter avec tact parmi tant d'autres puisqu'elle est une pratique coutumière qui repose sur des valeurs ancestrales dont le secret est détenu, protégé et défendu par un groupe de personnes ressources de la communauté appartenant à des clans, possédant des pouvoirs mystiques, des pouvoirs décisionnels suprêmes et difficile d'accès à une personne étrangère.



Références et sources

Notre meilleure pratique qui a consisté à la mise en place d'un réseau communautaire multi-acteurs de lutte contre les pratiques néfastes à la santé sexuelle et reproductive dans la commune rurale de Banié tire ses références et ses sources dans les documents ci-après :

- ♦ Le rapport d'étude sur l'analyse de l'économie politique du secteur DSSR en Guinée élaboré par Ebenezer International en mai 2019 et validé en août de la même année.
- ♦ les rapports annuels des structures sanitaires de Banié, de la direction préfectorale de l'action sociale, de la promotion féminine et des personnes vulnérables de Yomou, du délégué sous préfectoral de l'enseignement élémentaire de Banié, du plan de développement local de Banié en cours d'exécution et du rapport de l'auto-diagnostic réalisé par le projet.
- ♦ En effet, les rapports ci-hauts énumérés dénotent des difficultés d'intervention efficace sur le DSSR liées soit à un problème de personnel, d'indis-

ponibilité de service ou à un problème de ressource financière. Au niveau local, les sources de vérification de ces meilleures pratiques sont constituées par les membres des organisations affiliées au réseau, le service de protection de la direction préfectorale de l'action sociale, de la promotion féminine et des personnes vulnérables de Yomou, les autorités et élus locaux de Banié, les établissements scolaires de Banié, les structures sanitaires de Banié, les rapports des activités développées par le projet, les éléments de visibilité de l'action. Nous joignons à cet effet 2 photos d'activité du réseau (la première porte sur la caravane de non-violence sexuelle à l'égard de la jeune fille et la seconde sur l'élaboration du plan d'action semestriel).



**Siège sociale : Commune Urbaine de N'Zérékoré,
Quartier Gonia 2, Maison du Paysan**

Contact : (+224) 628 36 59 44/628 72 05 21
E,mail : adcguiforet@yahoo.com